

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-rebellion-policiere-aggrave-conflit-en-Bolivie>

# La rébellion policière aggrave conflit en Bolivie

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 12 février 2003

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Fonctionnaires et troupes policières se sont retournés. Mutinés, avec les visages couverts et les armes à la main, les régiments de policiers du siège du gouvernement ont été déclarés en état d'urgence et en rébellion contre les nouvelles mesures fiscales, propositions émanant du gouvernement néo-libéral de Gonzalo Sánchez de Lozada.**

**Par ECONOTICIAS**

ARGENPRESS.info

Date publication : 11/02/2003

[Texto en español](#)

"Il y a mécontentement et malaise. Déjà que nous gagnons une misère, le gouvernement veut nous réduire nos salaires. Nous ne le permettrons pas ", a dit devant les caméras de télévision un des policiers mutinés du deuxième district, situé à une cinquantaine des mètres du palais du gouvernement.

Les rebelles exigent que le Pouvoir Exécutif annule son projet de réduire les salaires des travailleurs et des employés du secteur public et privé du pays dans une proportion qui va de 4.2% à 12.5%, à travers un impôt sur les salaires. Ils exigent aussi une augmentation de salaire de 40 %, salaire qui, en moyenne, ne dépasse pas 100 dollars mensuels. La mutinerie policière aggrave le conflit social qui a récemment commencé à agiter la Bolivie. En janvier, le soulèvement de cococaleros, producteurs de coca (thé national et non cocaïne), indigènes et paysans, a produit une spirale de violence et avec plusieurs morts, qui a été contrôlée seulement après l'ouverture de négociations entre les producteurs et les autorités, qui jusqu'à présent n'ont pas donné de résultats positifs. Dans la première semaine de février, le gouvernement a présenté un projet de budget fiscal pour 2003, dans lequel il prévoit la confiscation partielle des salaires, à travers ce qui est appelé « impuestazo » (énorme augmentation des impôts), ce qui a produit un refus généralisé de la population la plus pauvre compte tenu de ses effets négatifs sur l'économie populaire.

Dans les principales villes du pays des manifestations, marches et grèves ont lieu contre les mesures fiscales qui menacent de s'étendre à tous les secteurs de la population. La Centrale Ouvrière bolivienne (COB) a convoqué pour ce jeudi une grève de 24 heures et a appelé tous les secteurs à être unie contre les mesures économiques.

Devant le refus généralisé de la population, le gouvernement a annoncé qu'il ne reculera pas dans ses projets et qu'il utiliserait la force publique pour maintenir l'ordre et mettre en marche son plan de contrôle du déficit fiscal. Toutefois, avec la désertion et la rébellion policière, Sánchez de Lozada reste à déclaré dans un débat sur le net : soit il laisse en suspens ces mesures soit il a recourt aux forces armées et militaires pour arrêter l'agitation sociale.

C'est la deuxième rébellion qui touche l'important secteur de la Policière Nationale dans toute l'histoire bolivienne. En avril le 2000, les policiers se sont divisés pendant l'État de Siège déclaré par le gouvernement du sinistre dictateur le général Hugo Banzer Suárez. À cette occasion ceux en uniforme de faible grade ont obtenu une augmentation de salaire de 50 %.

*Post-scriptum :*

[Argenpress.info](#)

**Traduction pour El Correo :** Estelle et Carlos Debiasi